

CRISE SANITAIRE ET ÉCONOMIQUE : REFUSONS D'EN FAIRE LES FRAIS !

Alors que la baisse des contaminations se confirme, Macron doit prendre la parole mardi soir. Il a promis d'apporter « de la clarté », « un cap » et de la « cohérence » dans la lutte contre l'épidémie. Il en est tout à fait incapable !

Depuis le début, nous payons l'absence d'une véritable politique de prévention, dont le manque de masques a été le symbole. Nous payons le manque de moyens dans les hôpitaux, dans les Ehpad, et l'existence des déserts médicaux. Le premier déconfinement a été un fiasco en termes de dépistage, traçage et isolement, et sur cette question rien n'a changé. Quant à la future campagne de vaccination, le flou autour de son organisation laisse présager le pire.

Mais il ne s'agit pas seulement d'incompétence. Ces manquements, ces contradictions et ces incohérences sont aussi le fruit d'un choix de classe : imposer le moins de contraintes possible aux capitalistes et faire en sorte que l'économie tourne au maximum pour que les profits s'accumulent.

Le gouvernement traque le virus dans nos vies privées, mais il le laisse circuler dans les transports en commun, les écoles et bien sûr les entreprises. Il multiplie les contraintes et les interdits pour la population, mais il ferme les yeux sur ce qui se passe au travail. Comme si le Covid ne se transmettait pas dans le cadre professionnel !

Alors que le pouvoir impose aux petits commerces un espace de 8 m² par client, pourquoi les ouvriers peuvent-ils travailler huit heures durant au coude à coude sur les chaînes de montage de l'automobile, de l'agroalimentaire ou de la logistique, sans que les cadences soient ralenties, sans pauses supplémentaires, sans personnel pour désinfecter ?

Le grand patronat, lui, a les mains libres pour faire travailler des équipes rassemblant des centaines, voire des milliers de travailleurs. Il peut leur imposer des heures supplémentaires et des samedis travaillés. Et il n'y aura pas de patrouille de police pour vérifier qu'il applique bien le protocole sanitaire affiché.

Combien d'entreprises sous-estiment ou dissimulent les cas de Covid ? Combien de salariés subissent des pressions de leur hiérarchie pour venir travailler, même en étant malades ? Il faut dire que continuer à travailler en étant positif au Covid est la norme dans bien des hôpitaux...

Alors oui, tout cela est contradictoire et inefficace pour lutter contre la pandémie, mais c'est ainsi que fonctionne une société qui place les intérêts de la minorité capitaliste au-dessus de tout.

Macron veut fixer un cap car « rien n'est pire que l'incertitude », a-t-il dit. Mais il n'y a pas d'incertitude pour la bourgeoisie : ses affaires et ses profits sont assurés, le gouvernement les garantit. L'incertitude est pour les travailleurs, car dès qu'il y a des sacrifices à faire dans la société, c'est à eux qu'ils sont imposés.

Ce sont eux qui font les frais de la crise sanitaire en sacrifiant leur liberté et leur santé. Ce sont encore eux qui subissent les conséquences de la crise économique, avec des conditions de travail qui sont sacrifiées, quand ce n'est pas, comme chez Bridgestone ou Danone, leur salaire et leur emploi !

Mais cela n'a rien d'une fatalité, pas plus que cette société de classes où le bonheur des uns ne peut se faire que sur le malheur des autres. La bourgeoisie dirige et tire les marrons du feu... jusqu'au jour où la coupe sera pleine et que la classe ouvrière n'acceptera plus de subir !



Vivement le vaccin contre le capitalisme

6 milliards de doses des différents vaccins contre le Covid élaborés par les groupes pharmaceutiques américains et européens sont déjà réservées pour les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suisse, le Japon, le Canada et l'Australie. Par contre, 3,9 milliards de personnes, dans 92 pays moins riches, devront se partager 500 millions de doses commandées via l'OMS, et tant pis si l'immunité pour toute l'humanité, qui ferait un vrai barrage au virus, n'est pas acquise.

Pour les géants de la pharmacie, ceux qui se soignent sont en priorité ceux qui payent.

Grande cause, petits moyens

Le 25 novembre a lieu la Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes. En France, le nombre de victimes de violences conjugales a augmenté de 16 % entre 2018 et 2019. Il y a eu 152 féminicides en 2019. Pour lutter contre ce fléau, le gouvernement n'est pas avare de paroles mais les moyens réels restent notoirement insuffisants : les logements manquent pour accueillir les victimes, même la mise en service du numéro d'urgence a pris du retard.

En 2017, Macron avait annoncé que les violences contre les femmes seraient la « grande cause du quinquennat ». Encore des mots, toujours des mots.



Pour nous contacter :

troyes@lutte-ouvriere.org ou 06 35 14 73 72

Les travailleurs ciblés par les politiques anti-immigrés

Une aide-soignante béninoise installée en France a reçu un avis d'expulsion. Employée en CDI dans un Ehpad, elle est en première ligne face à la crise sanitaire. Ce cas n'est pas isolé. Comme elle, des migrants ou des sans-papiers ainsi menacés sont des travailleurs, nos frères et sœurs de classe.

Ses collègues sont prêts à manifester contre l'expulsion. Solidarité nécessaire !



À Troyes, comme ailleurs, la pauvreté augmente

Un reportage à Troyes diffusé lors de la matinale de *France Inter* du jeudi 19 novembre a relaté la forte augmentation des demandes d'aide auprès du Secours populaire depuis la crise du Covid 19.

L'association vient désormais en aide à 7000 familles dans l'Aube, ce qui représente une augmentation de 40 % depuis mars !

Cette pauvreté touche des allocataires du RSA, qui ont augmenté de 9 % dans le département en 2020, mais aussi des salariés en activité : une employée de supermarché qui a gardé son fils 10 jours, un étudiant qui travaille dans la zone industrielle des Écrevolles... Autant de travailleurs qui basculent dans la misère parce qu'ils en étaient déjà tout proches bien avant le coronavirus.

Cette crise sanitaire renforce des inégalités qui existent depuis une crise bien plus ancienne : celle du capitalisme pourrissant, dont il va absolument falloir se débarrasser pour pouvoir tous vivre dignement.